



Décision n° 2018-314

autorisant un survol d'aéronef motorisé
à moins de 1000 mètres du sol en cœur du Parc national,

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et la modalité 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 28 juin 2016 par Monsieur RICKLIN Michel, EURL Montagne Aménagement Patrimoine - prestataire de travaux,

Considérant que la demande porte sur l'hélicoptage de matériaux nécessaires à la réalisation de travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du Parc national,

Considérant que la programmation de ces travaux a tenu compte des sensibilités naturalistes (grands ongulés sauvages notamment) et de la saisonnalité de la fréquentation touristique locales, afin que les hélicoptages aient le moins d'incidences possibles en terme de dérangement,

Décide :

Article 1er :

La société HELICOPTERES DE FRANCE, représentée par son dirigeant Monsieur RINGOT Benoît et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des survols en aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces survols ont pour objet l'acheminement de matériaux nécessaires à la réalisation de travaux de réfection du sentier du Val d'Enfer, dans le vallon de la Minière (commune de Tende).

Article 2 :

Jour de survol autorisé : mardi 04 septembre 2018.

En cas de force majeure (intempérie, avarie technique...), le report des survols est autorisé sous réserve de formellement informer le chef de service territorial concerné ou son adjoint, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

Conditions de survol autorisé :

- Nombre de rotations autorisées : 6 rotations.
- Charges autorisées : matériel pour le camp de vie, cabine de douche, outillage et consommables pour les travaux.
- **L'appareil devra respecter les itinéraires autorisés en cœur tels que figurés au plan annexé à la présente.**

Il suivra l'axe des vallées en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

Ces prescriptions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 4 :

Éléments d'identification :

nom du pilote	: RINGOT Benoît
type d'appareil	: Ecureuil B3
n° de l'appareil	: F-GXLA ou F-GTIE ou F-GSYZ
nom de la compagnie	: Hélicoptères de France

Article 5 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 8 août 2018

Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER

